

FEDERATION DES VOSGES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE

31 rue de l'Estrey
88440 NOMEXY

RCS EPINAL 783 447 667

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION DES VOSGES POUR LA PECHE ET LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'Annexe aux comptes annuels intitulée « Etat des provisions » qui indique qu'un litige est en cours avec le Conseil Départemental.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime

nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Remiremont,
Le 22 mars 2024

CFGS AUDIT



Anne-Christine FRERE
Commissaire aux comptes associée
Inscrite à la Compagnie Régionale de l'Est

BILAN DETAILLE

FEDERATION DE PECHE DES VOSGES

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Soldes N-1 de l'exercice

| ACTIF | Exercice N | | | N-1 |
|---|------------------|------------------------------------|----------------|----------------|
| | Brut | Amortissements et dépréciations | Net | Net |
| Actif immobilisé : | | | | |
| Immobilisations incorporelles : | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Frais d'établissement | | | | |
| - Frais de recherche et de développement | | | | |
| - Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| - Concessions brevets, licences, marques, procédés logiciels, droits et valeurs similaires | 7 158 | 7 158 | | 1 488 |
| - Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| - Autres | | | | |
| Immobilisations corporelles : | | | | |
| - Terrains | 575 424 | 35 551 | 539 872 | 542 180 |
| - Constructions | 512 971 | 429 350 | 83 621 | 109 270 |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 153 483 | 128 611 | 24 872 | 11 732 |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| - Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | | | | |
| - Autres | 205 722 | 178 144 | 27 578 | 28 660 |
| Immobilisations Financières : | | | | |
| - Participations et créances rattachées | 183 840 | | 183 840 | 183 840 |
| - Autres titres immobilisés | | | | |
| - Prêts | | | | |
| - Autres | 441 | | 441 | 589 |
| TOTAL I | 1 639 039 | 778 815 | 860 225 | 877 758 |
| Actif circulant : | | | | |
| - Stocks et en-cours | | | | |
| - Marchandises | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Créances | | | | |
| - Clients, usagers et comptes rattachés | 41 396 | | 41 396 | 50 441 |
| - Créances reçues par legs ou donations | | | | |
| - Autres | 281 634 | | 281 634 | 269 265 |

| ACTIF | Exercice N | | | N-1 |
|---|------------------|------------------------------------|------------------|------------------|
| | Brut | Amortissements et dépréciations | Net | Net |
| - Valeurs mobilières de placement | 150 000 | | 150 000 | 150 000 |
| - Instruments de trésorerie | | | | |
| - Disponibilités (autres que caisse) | 186 041 | | 186 041 | 289 275 |
| - Caisse | 431 | | 431 | 66. |
| - Charges constatées d'avance | 9 384 | | 9 384 | |
| TOTAL II | 668 886 | | 668 886 | 759 047 |
| - Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| - Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| - Ecart de conversion actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 2 307 926 | 778 815 | 1 529 111 | 1 636 805 |

| PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 |
|--|------------------|------------------|
| Fonds propres : | | |
| Fonds propres sans droit de reprise : | | |
| - Fonds statutaires | 1 215 303 | 1 215 303 |
| - Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds propres avec droit de reprise : | | |
| - Fonds propres statutaires | | |
| - Fonds propres complémentaires | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves : | | |
| - Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| - Réserves pour projet de l'entité | 117 834 | 52 939 |
| - Autres | | |
| - Report à nouveau | | |
| Résultat de l'exercice (Excédent ou déficit) | (40 091) | 64 895 |
| Situation nette (sous total) | 1 293 045 | 1 333 137 |
| ● Fonds propres consommables | | |
| - Subventions d'investissement | 73 502 | 72 543 |
| - Provisions réglementées | | |
| TOTAL I | 1 366 547 | 1 405 680 |
| Fonds reportés et dédiés : | | |
| - Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| - Fonds dédiés | | 51 378 |
| TOTAL II | | 51 378 |
| Provisions : | | |
| - Provisions pour risques | | |
| - Provisions pour charges | | |
| TOTAL III | | |
| ● Dettes : | | |
| - Emprunts et dettes assimilées | | |
| - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 4 465 |
| - Emprunt et dettes financières diverses | | |
| - Avances et acomptes | | |
| - Fournisseurs et comptes rattachés | 90 579 | 90 513 |
| - Dettes des legs ou donations | | |
| - Dettes fiscales et sociales | 59 252 | 63 703 |
| - Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 7 801 |
| - Autres | 12 732 | 13 266 |
| - Instruments de trésorerie | | |
| - Produits constatés d'avance | | |
| TOTAL IV | 162 564 | 179 747 |
| - Ecart de conversion passif V | | |

| PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 |
|-------------------------------|------------|--------------|
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 1 529 111 | 1 636 805 |

COMPTE DE RESULTAT DETAILLE

FEDERATION DE PECHE DES VOSGES

Edition du : 01/01/2023 au 31/12/2023

Soldes N-1 de l'exercice

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|-----------------|----------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | 227 872 | 218 844 |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | | 8 932 |
| Dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de service | 30 474 | 47 594 |
| Dont parrainages | | |
| Produits de tiers financeurs | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 482 293 | 392 659 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | 231 | 637 |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances vie | | |
| Contributions financières | | |
| Reprises sur amortissements,dépréciations,provisions et transferts de charges | 1 836 | 6 906 |
| Utilisations des fonds dédiés | 51 378 | 34 590 |
| Autres produits | 2 | 3 |
| TOTAL (I) | 794 086 | 710 165 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | | |
| Variation de stock | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | 242 | 9 077 |
| Autres achats et charges externes | 182 839 | 154 700 |
| Aides financières | 271 278 | 228 574 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 2 922 | 1 176 |
| Salaires et traitements | 250 181 | 186 469 |
| Charges sociales | 88 886 | 71 356 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 41 631 | 42 841 |
| Dotations aux provisions | | 400 |
| Reports en fonds dédiés | | |
| Autres charges | 1 | 2 |
| TOTAL (II) | 837 982 | 694 595 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | (43 896) | 15 570 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 12 051 | 5 557 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|-----------------|----------------|
| TOTAL (III) | 12 051 | 5 557 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 16 | 295 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL (IV) | 16 | 295 |
| RESULTAT FINANCIER (III-IV) | 12 036 | 5 262 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV) | (31 860) | 20 832 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | 181 | 5 832 |
| Sur opérations en capital | 22 876 | 38 676 |
| Reprises sur Provisions,dépréciations et transferts de charges | | |
| TOTAL (V) | 23 057 | 44 508 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | 31 164 | 377 |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| TOTAL (VI) | 31 164 | 377 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | (8 107) | 44 131 |
| PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII) | | |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII) | 124 | 68 |
| TOTAL DES PRODUITS (I+III+V) | 829 194 | 760 229 |
| TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII) | 869 285 | 695 335 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | (40 091) | 64 895 |

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|--|---------------|---------------|
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | | |
| Prestations en nature | | |
| Bénévolat | 28 074 | 36 675 |
| TOTAL | 28 074 | 36 675 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | |
| Prestations en nature | | |
| Personnel Bénévole | 28 074 | 36 675 |
| TOTAL | 28 074 | 36 675 |

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Embauche d'une nouvelle salariée le 1^{er} octobre 2023.

Des dépenses importantes (134 400 €) sur les travaux : continuité écologique sur le barrage de l'étang du Faing à Cornimont.

Interdiction de vidange des étangs d'où une perte d'activité.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement significatif n'est survenu postérieurement à la clôture des comptes de l'exercice.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions comptables

Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code du Commerce, du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général, ainsi que du règlement n° ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non-lucratif.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

INFORMATIONS GENERALES

La fédération a pour objet :

- le développement durable de la pêche amateur, la mise en œuvre d'actions de promotion du loisir-pêche par toutes mesures adaptées, en cohérence avec les orientations nationales ;
- la protection des milieux aquatiques, la mise en valeur et la surveillance du domaine piscicole départemental.

Elle assure la collecte de la redevance pour protection du milieu aquatique et de la cotisation pêche et milieux aquatiques, soit directement auprès des AAPPMA, soit par l'intermédiaire

du dispositif d'adhésion par internet mis à disposition des AAPPMA et géré par la Fédération nationale.

Elle définit et coordonne les actions des associations adhérentes concourant à cet objet.

La fédération peut être chargée de toute mission d'intérêt général en rapport avec son objet social.

Pour la poursuite de ses objectifs, la fédération est chargée :

- 1) De participer à l'organisation et à la connaissance de la pratique de la pêche, à toutes les actions en faveur de la promotion et du développement du loisir pêche, en favorisant en particulier la réciprocité et en élaborant des orientations départementales en faveur du développement durable du loisir pêche.
- 2) De concourir au développement du tourisme et de l'activité économique du département.
- 3) De mener des actions d'information, de formation et d'éducation en matière de protection des milieux aquatiques et du patrimoine piscicole et d'éducation à l'environnement, au développement durable et à la biodiversité.
- 4) De susciter et coordonner les activités des associations adhérentes, de les soutenir en leur apportant une assistance financière, technique et juridique, de veiller à la bonne exécution de leurs obligations statutaires et d'assurer sur le plan départemental toutes les liaisons nécessaires avec l'administration et de centraliser les informations. Elle pourra souscrire au dispositif d'adhésion par internet mis à disposition des AAPPMA et géré par la Fédération nationale.
- 5) D'établir, un plan départemental de protection du milieu aquatique et de gestion des ressources piscicoles, conformément à l'article L. 433-4 du code de l'environnement et de veiller à la compatibilité des plans de gestion des associations adhérentes avec ce plan.
- 6) De donner un avis aux autorités compétentes sur tout aménagement ou mesure susceptible de porter atteinte à la qualité des milieux aquatiques, à leurs peuplements piscicoles et à la pratique de la pêche, ainsi que sur la création de piscicultures et de proposer des mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation si nécessaire.
- 7) De concourir à la police de la pêche et de veiller à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques, en particulier en participant à la répression du braconnage, à la lutte contre la pollution des eaux et la destruction des zones essentielles à la vie du poisson, et en œuvrant en faveur du maintien dans les cours d'eau de débits garantissant la vie aquatique et la libre circulation des espèces piscicoles.
- 8) D'effectuer, sous réserve des autorisations nécessaires, tous travaux et interventions de mise en valeur piscicole, tels des inventaires piscicoles, la constitution de réserves, l'aménagement de frayères, des opérations de repeuplement, l'établissement de passes à poissons et, plus généralement, toute réalisation nécessaire à l'accomplissement du but qu'elle s'est fixé.
- 9) De détenir à titre onéreux ou gratuit, éventuellement dans le cadre des articles L. 432-1 et L. 435-5 du code de l'environnement, des droits de pêche qu'elle exploite dans l'intérêt

des membres des associations adhérentes. Elle est alors assujettie aux mêmes obligations de protection et de gestion que ces associations pour les droits ainsi exploités.

- 10) D'assurer la récupération trimestrielle auprès des associations adhérentes du produit de la cotisation statutaire fédérale et de la cotisation pêche et milieux aquatiques ainsi qu'auprès des AAPPMA et, le cas échéant, dans les conditions fixées par la réglementation, de l'ADAPAEF, de la redevance pour protection du milieu aquatique prévue à l'article L. 213-10-12 du code de l'environnement.
- 11) De reverser à l'agence de l'eau concernée la redevance pour protection du milieu aquatique et à la Fédération nationale, la cotisation prévue à l'article L. 434-5 du code de l'environnement selon l'échéancier défini par cette dernière.
- 12) Dans le cadre du dispositif d'adhésion par internet susvisé, par dérogation aux 11° et 12° du présent arrêté, de recevoir le produit de la cotisation, déduction faite de la cotisation pêche et milieux aquatiques, et de reverser la redevance pour la protection du milieu aquatique à l'agence de l'eau et la cotisation revenant à l'AAPPMA.
- 13) D'associer à ses travaux les associations de pêche spécialisées.

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

Etat des immobilisations

| | Valeur brute en début d'exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute en fin d'exercice |
|-----------------------------|----------------------------------|---------------|---------------|--------------------------------|
| Logiciels | 7 158 | | | 7 158 |
| Autres immob. Incorporelles | | | | |
| TOTAL | 7 158 | | | 7 158 |
| Terrains | 575 424 | | | 575 424 |
| Constructions | 512 971 | | | 512 971 |
| Agencements constructions | | | | |
| Matériel & outillage | 155 626 | 16 574 | 18 717 | 153 483 |
| Matériel de transport | 108 713 | | | 108 713 |
| Matériel de bureau | 91 346 | 7 671 | 2 009 | 97 009 |
| Mobilier | | | | |
| TOTAL | 1 444 081 | 24 245 | 20 726 | 1 447 600 |
| Titres de participation | 183 840 | | | 183 840 |
| Dépôts & cautionnements | 589 | | 147 | 441 |
| TOTAL | 184 429 | | 147 | 184 281 |
| TOTAL GENERAL | 1 635 668 | 24 245 | 20 873 | 1 639 040 |

Etat des amortissements

| Situations et mouvements de l'exercice | Montants en début d'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions Reprises | Montants en fin d'exercice |
|--|------------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------------|
| Logiciels | 5 670 | 1 488 | | 7 158 |
| Autres immob. Incorporelles | | | | |
| TOTAL | 5 670 | 1 488 | | 7 158 |
| Terrains | 33 244 | 2 307 | | 35 551 |
| Constructions | 403 701 | 25 649 | | 429 350 |
| Agencements constructions | | | | |
| Matériel & outillage | 143 895 | 3 434 | 18 717 | 128 611 |
| Matériel de transport | 97 006 | 4 198 | | 101 203 |
| Matériel de bureau | 74 394 | 4 556 | 2 009 | 76 941 |
| Mobilier | | | | |
| TOTAL | 752 240 | 40 143 | 20 726 | 771 657 |
| TOTAL GENERAL | 757 910 | 41 631 | 20 726 | 778 815 |

Etat des provisions

| | Montants en début d'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions Reprises | Montants en fin d'exercice |
|---------------------------------------|------------------------------|-------------------------|----------------------|----------------------------|
| <u>Pour risques et charges</u> | | | | |
| Provisions pour litiges | | | | |
| Provisions pour pensions | | | | |
| Autres | | | | |
| TOTAL | | | | |
| <u>Pour dépréciation</u> | | | | |
| Sur stocks et en cours | | | | |
| Sur comptes clients | 400 | | 400 | 0 |
| Autres provisions pour dépréciations | | | | |
| TOTAL | 400 | | 400 | 0 |
| TOTAL GENERAL | 400 | | 400 | 0 |

| | | | |
|----------------------------|--|--|-----|
| Dont dotations et reprises | - d'exploitation - financières - exceptionnelles | | 400 |
|----------------------------|--|--|-----|

Un litige oppose la Fédération au Conseil Départemental des Vosges.

Il porte sur un problème de réfection de la digue de l'étang de Vanne à Escles sur laquelle passe la route départementale 460.

La Fédération conteste les demandes du Département. Des expertises sont toujours en cours afin de déterminer les responsabilités et les travaux à réaliser.

Etat des échéances des créances et des dettes

| Etat des créances | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|--|----------------|----------------|---------------|
| Créances clients | 41 396 | 41 396 | |
| Créances douteuses ou litigieuses | | | |
| Autres créances | 281 634 | 281 634 | |
| Divers Etat et collectivités publiques | | | |
| Débiteurs divers | | | |
| Charges constatées d'avance | | | |
| TOTAL | 323 030 | 323 030 | |

| Etat des dettes | Montant brut | A 1 an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|------------------------------------|----------------|----------------|--------------|-----------------|
| Emprunts & dettes ets crédit | | | | |
| Emprunts & dettes financ. diverses | | | | |
| Fournisseurs & comptes rattachés | 90 579 | 90 579 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 25 934 | 25 934 | | |
| Organismes sociaux | 32 423 | 32 423 | | |
| Impôts & taxes | 895 | 895 | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| Groupe et sociétaires | | | | |
| Autres dettes | 12 732 | 12 732 | | |
| TOTAL | 162 564 | 162 564 | | |

Variation des fonds propres

| | Montants en début d'exercice | Augmentations | Diminutions | Montants en fin d'exercice |
|------------------------------|------------------------------|---------------|----------------|----------------------------|
| Fonds associatifs | 1 215 302 | | | 1 215 302 |
| Réserves pour travaux | 52 939 | 64 895 | | 117 834 |
| Résultat | 64 895 | | 104 986 | - 40 091 |
| Subventions d'investissement | 72 543 | 23 835 | 22 876 | 73 502 |
| TOTAL | 1 405 680 | 88 730 | 127 862 | 1 366 547 |

Fonds dédiés

| | Montants en début d'exercice | Reports en fonds dédiés de l'exercice | Fonds dédiés utilisés | Montants en fin d'exercice |
|---|------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Agence de l'Eau Rhin Meuse Effacement barrage étang du | 51 378 | | 51 378 | 0 |

| | | | | |
|-------------------|---------------|--|---------------|----------|
| Faing - Cornimont | | | | |
| TOTAL | 85 968 | | 51 378 | 0 |

Evaluation des immobilisations

La valeur brute des éléments incorporels et corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

| Catégorie | Mode | Durée |
|-------------------------------|----------|----------------|
| Logiciels | Linéaire | De 1 à 3 ans |
| Constructions | Linéaire | De 10 à 20 ans |
| Agencements des constructions | Linéaire | De 5 à 10 ans |
| Matériel & outillage | Linéaire | De 3 à 5 ans |
| Matériel de transport | Linéaire | De 3 à 5 ans |
| Matériel de bureau | Linéaire | De 2 à 8 ans |
| Mobilier | Linéaire | De 5 à 10 ans |

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciations des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode du premier entré premier sorti.

Produits à recevoir

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan | Montant |
|---|----------------|
| Fournisseurs - Avoirs à recevoir | |
| Clients – Factures à établir | |
| Etat – produits à recevoir | |
| Organismes sociaux – Produits à recevoir | |
| Divers – Produits à recevoir | 276 636 |
| Banques – intérêts courus | 3 513 |
| TOTAL | 274 407 |

Il s'agit principalement de soldes de subventions d'exploitation

Charges à payer

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes du bilan | Montant |
|---|---------------|
| Emp | |
| Fournisseurs – Factures non parvenues | |
| Etat – Charges à payer | |
| Personnel – Charges à payer | |
| Organismes sociaux – Charges à payer | 25 934 |
| Divers – Charges à payer | 12 104 |
| Banques – Intérêts courus | 6 664 |
| ... | |
| TOTAL | 44 702 |

Charges et produits constatés d'avance

| Charges constatées d'avance | Montant |
|-----------------------------|--------------|
| Guide de pêche | 9 384 |
| Travaux d'entretien | |
| Publicité | |
| Abonnements | |
| ... | |
| TOTAL | 9 384 |
| Dont : Exploitation : | 9 384 |
| Financier : | |
| Exceptionnel : | |

| Produits constatées d'avance | Montant |
|---|---------|
| Clients facturés par avance | |
| Acomptes de subventions pour actions à réaliser sur exercices postérieurs | |
| | NEANT |
| TOTAL | |
| Dont : Exploitation : | |
| Financier : | |
| Exceptionnel : | |

Subventions d'investissement

Les subventions d'équipements perçues par l'association dans le cadre du financement de ses investissements, sont rapportées au compte de résultat sur le même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont servi à financer (ou selon mes modalités imposées par le financeur)

Pour cet exercice, nous avons perçu les subventions d'investissements suivantes :

FNPF :

- travaux aménagement sous-sol FD pour 7 970 €
- acquisition d'un écran pour 250 €
- équipement de jaugeage pour 1 176 €
- simulateur de pêche pour 1 750 €

- récepteur GNSS pour 5 808 €

AERM :

- GNSS pour 6 882 € (à recevoir)

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice. A la clôture de l'exercice, le montant de ces engagements est de 16 402 €.

Le montant des engagements est calculé en fonction de la convention collective applicable à l'association, en fonction des catégories de personnel.

La méthode de calcul, conforme aux normes comptables du règlement CRC 99-02, prend en compte :

- le salaire brut, l'ancienneté et l'âge de chaque individu ;
- la totalité des effectifs présents ;
- une table de mortalité, une estimation de rotation du personnel ;
- un taux d'actualisation de 3,57 % ;
- un départ à la retraite à l'âge de 64 ans.

Effectifs du personnel :

La fédération emploie 8 salariés

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions d'exploitation

Les subventions obtenues sur l'exercice ont été accordées par la Fédération Nationale de la Pêche en France et par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature sont constituées des heures de bénévolat.

Le Conseil d'Administration du 12 mars 2021 a décidé de limiter le recensement de ces heures aux temps consacrés par les bénévoles aux actions de terrains menées en appui des salariés fédéraux (garderies, pêches d'inventaire et pêches de sauvetage essentiellement). Les temps ainsi relevés s'élèvent à 3 313 heures qui ont été valorisées au taux horaire du SMIC, soit un total de 36 675 € pour l'exercice.

Honoraires des commissaires aux comptes :

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 560,00€ et se rapporte au contrôle légal des comptes.

Produits et charges exceptionnels

| Nature | Montant | Imputé au compte |
|--|---------------|------------------|
| Produits exceptionnels | | |
| - Produits de cessions d'immobilisations | | 775000 |
| - Quotes-parts de subventions amorties | 22 876 | 777000 |
| - Subvention 2021 Com Com Ouest Vosgien | | 772000 |
| - Remboursements divers | 67 | 771800 |
| - Annulation chèques non-encaissés | 114 | 772000 |
| TOTAL | 23 057 | |
| Charges exceptionnelles | | |
| - VNC des immobilisations cédées | | 675000 |
| - Problèmes informatiques – perte carte mineur | 31 | 671800 |
| - Majorations DDT et VNF | 178 | 671800 |
| - Compétition pêche mouche 2022 | 100 | 672000 |
| - Participation pêche sauvetage 2022 | 225 | 672000 |
| - Subvention constatée à tort en produits à recevoir au 31/12/2022 | 30 630 | 672000 |
| TOTAL | 31 164 | |

Transferts de charges

| Nature | Montant |
|--|--------------|
| - Indemnités d'assurances | |
| - Indemnités journalières sur maladies | |
| - Remboursements de formations | 1 436 |
| - | |
| TOTAL | 1 436 |

**FEDERATION DES VOSGES POUR
LA PECHE ET LA PROTECTION DU
MILIEU AQUATIQUE**

31 rue de l'Estrey
88440 NOMEXY

RCS EPINAL 783 447 667

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale

Nous avons été avisés des conventions suivantes visées à l'article L. 227-10 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé.

Personnes concernées :

Administrateurs de la Fédération Départementale

Description :

Remboursements de frais

Modalités :

Au titre de l'exercice 2023, votre Fédération a remboursé à ses administrateurs, sur justificatifs, des frais de déplacements pour un montant total de 15 836,55 €.

Certains administrateurs ont renoncé au versement de ces frais contre établissement de reçus fiscaux à hauteur de 231,42 €.

Fait à Remiremont,
Le 22 mars 2024

CFGS AUDIT



Anne-Christine FRERE
Commissaire aux comptes associée
Inscrite à la Compagnie Régionale de l'Est